



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations

Service protection de l'environnement -
installations classées

Laval, le 5 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL POUSSIN PIOUS PIOUS (LE)

LA MAISON NEUVE
53300 Couesmes-Vaucé

Références SR/PJ/2024 00226
Code AIOT : 0006307327

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 janvier 2024 de l'établissement de l'EARL Le Poussin Pious Pious, implanté au lieu-dit La Maison Neuve 53300 COUESMES-VAUCE. L'inspection a été annoncée le 10/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL POUSSIN PIOUS PIOUS (LE)
- LA MAISON NEUVE 53300 Couesmes-Vaucé
- Code AIOT : 0006307327
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitant est autorisé à exploiter un élevage avicole de 67 000 emplacements volailles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- intégration dans le paysage et propreté,
- propreté - insectes - rongeurs,
- moyens de lutte contre l'incendie,
- installations électriques et techniques - plans - FDS,
- stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux,
- dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur),
- équilibre de la fertilisation,
- compostage,
- déchets et sous-produits animaux,
- élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits,
- cahier d'épandage,
- surveillance du traitement,
- surveillance du traitement par compostage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Lettre de suite préfectorale	90 jours
4	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Lettre de suite préfectorale	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
1	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
2	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
5	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
6	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
7	Équilibre de la fertilisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1
8	Compostage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29
9	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
10	Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
11	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
12	Surveillance du traitement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 38
13	Surveillance du traitement par compostage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39
14	Unité de compostage	Arrêté Ministériel du 15/09/2022, article 22

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas été constaté de non-conformité majeure. Le projet de construction du bâtiment qui a fait l'objet de la procédure d'autorisation et l'arrêté du 15 septembre 2022 n'a pas débuté à ce jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Observations : La dératisation est réalisée par l'exploitant et les appâts sont fournis par les Ets MICHEL (vu enregistrement du contrôle et pose des appâts).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : — s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; — par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : — le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; — le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; — le numéro d'appel du SAMU : 15 ; — le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis desservice d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : Absence de vérification périodique pour l'extincteur présent dans le bâtiment de volailles. Absence d'affichage des consignes de sécurité Il n'y a pas d'autre constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 90 jours

N° 4 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Absence d'attestation de vérification des installations électriques. Il n'y a pas d'autre constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Observations : La maintenance des équipements électriques du bâtiment est assurée par l'entreprise ADAF de Saint-Brice-en-Cogles (35)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 90 jours

N° 5 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>I. Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> <p>II. Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand récipient ; - 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients. <p>Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022.</p>
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Observations : La cuve de stockage du fioul est en double paroi.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Observations : L'eau utilisée pour l'élevage provient du réseau public exclusivement. Les données consommées sont enregistrées quotidiennement via le logiciel AVITOUCH.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Équilibre de la fertilisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal. Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée. Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir : <ul style="list-style-type: none"> - la stagnation prolongée sur les sols ; - le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ; - une percolation rapide vers les nappes souterraines.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Observations : Le tableau du bilan de l'azote et du phosphore est joint au rapport (indicateur de l'azote organique = 97 uN/ha de SAU, ratio phosphore = 99 %)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Compostage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée, - la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines. Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondantes sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Observations : Les relevés de température sont consignés dans le cahier de suivi du compostage, ainsi que les retournements des andains.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets « ou les volailles » par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite.

N° 10 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Observations : Les déchets en plastique sont repris par l'organisme TERRENA (dernier bon ADIVALOR de novembre 2023).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les superficies effectivement épandues. 2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article « 27.2 » et les surfaces effectivement épandues est assurée. 3. Les dates d'épandage. 4. La nature des cultures. 5. Les rendements des cultures. 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral. 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement. 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe). <p>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé sont considérés remplir aux obligations définies au présent article à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci dessus.</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Observations : L'enregistrement, le suivi et le conseil agronomiques sont assurés par le prestataire TERRENA.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Surveillance du traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 38
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 28.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas d'un traitement aérobie d'effluents d'élevage liquides, le descriptif de l'installation de traitement, tenu à jour ; - le cahier d'exploitation tenu à jour, dans lequel sont reportés les volumes et tonnages de matières et effluents entrants et sortants à chaque étape du processus de traitement ; - les bilans matière annuels relatifs à l'azote et au phosphore. <p>Le préfet définit la fréquence et les modalités techniques de prélèvement et d'analyse.</p> <p>L'ensemble de ces éléments est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Observations : Le suivi des lots avec les entrées et sorties est consigné dans un cahier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Surveillance du traitement par compostage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 29. L'élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain. Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Observations : Les relevés de température sont reportés dans le cahier de suivi ainsi que les étapes de fermentation, retournement et maturation du compost.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Unité de compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 22
Thème(s) : Élevage, Installation de compostage
Prescription contrôlée : [...] Pendant la phase de compostage, l'andain situé sur la surface bétonnée d'un ancien silo sera recouvert en totalité d'une bâche géotextile, évitant ainsi la production de jus. Les enlèvements de fumier pour mise en compostage ont lieu après chaque lot de volaille. L'EARL Le Poussin Piou Piou produit un compost normé, conforme à la norme NFU-42-001, pouvant être mis sur le marché au titre des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et de la pêche relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures. L'exploitant doit respecter les obligations de résultat définies par les spécifications de cette norme. A cette fin, il met en place les procédures de contrôle et d'analyses nécessaires en définissant par écrit le lot de fabrication et la procédure d'échantillonnage adaptée. Les analyses portent au minimum sur les paramètres définis à l'article 33 ci-dessous.
Constats : Absence d'analyse annuelle pour la recherche des éléments traces métalliques indentifiés dans la norme NFU 42-001 . Il n'y a pas d'autre constat de non-conformité pour la prescription contrôlée (analyses agronomiques et bactériologiques réalisées à chaque lot).
Type de suites proposées : lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 90 jours

ANIMAUX	Kg N	Kg P205	Nombre	N produit	P205 produit	temps pâture	N non maîtrisable	P non maîtrisable	DATE:	180/124	P maîtrisable
Vaches laitières	91	39	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vaches allaitantes	68	39	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vaches de réforme	40,5	26	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Génisse 0 - 1 an	25	7	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Génisse 1 - 2 ans	42,5	18	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Génisse > 2 ans	54	26	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mâle 0 - 1	25	7	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
croissance engraissement	20	14	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mâle 1 - 2 ans	42,5	18	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
croissance engraissement	40,5	26	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mâle > 2 ans	73	34	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Broutard < 1 an, engraissement	27	18	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
place de veau de boucherie	6,3	3	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Truie ou verret présent, par an (std)	17,4	14,1	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Truie non reproductrice, par an (std)	9,5	6,38	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
porc charcutier produit (biphase sur paille)	1,88	1,56	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
porcelet produit en post-sevrage (std)	0,44	0,31	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Truie ou verret présent, par an (biphase)	14,3	11	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Truie non reproductrice, par an (biphase)	7,8	4,35	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
porc charcutier (biphase)	2,6	1,46	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
porcelet produit en post-sevrage (biphase)	0,39	0,23	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
canard barbare (mixte)	0,094	0,069	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
canard mallards PAC (pâturisme)	0,113	0,117	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
canard mallards PAC (intérieur)	0,129	0,12	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
canards nains	0,06	0,054	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
canes, barbares futures, repous	0,174	0,153	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
canes barbares repous	0,684	0,724	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
canes, pékin & barbares repous	0,861	0,829	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
indes x diti standard	0,103	0,104	16500	1659,5	1716	0	0,00	0,00	1699,50	0,00	1716,00
indes medium	0,237	0,236	14000	3318	3304	0	0,00	0,00	3318,00	0,00	3304,00
indes repous	0,684	0,692	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
indes srt	0,042	0,035	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
indes srt	0,088	0,084	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
indes srt	0,436	0,38	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
indes srt	0,442	0	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
indes srt	0,487	0,38	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
indes srt	0,373	0,353	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
indes srt	0,365	0,349	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
indes srt	0,362	0,485	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
indes srt	0,324	0,445	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
indes srt	0,032	0,074	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
indes srt	0,096	0,049	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
indes srt	0,021	0,009	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
indes srt	0,045	0,027	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
indes srt	0,039	0,026	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
indes srt	0,028	0,015	117126	3279,528	1756,89	0	0,00	0,00	3279,53	0,00	1756,89
Total	6297,03	6776,89	6297,03	6776,89	6776,89	0	0,00	0,00	8297,03	0,00	6776,89

exportation compostage	3792	3205,25
Importation Composite	0	0
P organique sur l'exploitation	4505,03	
P organique sur l'exploitation	3571,64	
S.A.U exploitation	46,09	
S.P.E	0	
S.P.N.E	0	
S.PATURE	0	
S.PATURE.N.E	0	
Indice N	97,7	
N Minéral	3330	
Indice N total	170,0	
P Minéral	0	
Indice P	77,5	
exportation des cultures	3513,16	Ratio
	98,85 %	

exportation compostage	3792	3205,25
Importation Composite	0	0
P organique sur l'exploitation	4505,03	
P organique sur l'exploitation	3571,64	
S.A.U exploitation	46,09	
S.P.E	0	
S.P.N.E	0	
S.PATURE	0	
S.PATURE.N.E	0	
Indice N	97,7	
N Minéral	3330	
Indice N total	170,0	
P Minéral	0	
Indice P	77,5	

N org non maîtrisable	0,00	
N org maîtrisable	4505,03	
P org non maîtrisable	0,00	
P org maîtrisable	3571,64	